Raad van State
7 III 1957
coordination (1)

ML. L. 5530/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 8 décembre 1956, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'octroi d'un pécule de vacances et d'un pécule familial de vacances au personnel des forces armées et de la gendarmerie", a donné le 18 février 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 8e december 1956 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de toekenning van een vacantiegeld en een gezinsvacantiegeld aan het personeel der krijgsmacht en der rijkswacht", heeft de 18e februari 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet vise à pallier l'abrogation, par l'arrêté royal du 20 avril 1956, de l'arrêté royal du 31 mai 1950 accordant au personnel rétribué par l'Etat un pécule de vacances et un complément familial au pécule de vacances, et règle l'octroi d'un pécule de vacances et d'un pécule familial de vacances :

1° au personnel appointé des forces armées et de la gendarmerie, à l'exception des officiers de réserve rappelés pour effectuer des prestations normales du temps de paix;

2° aux militaires de carrière soldés des forces armées.

Le projet appelle des observations en tant qu'il écarte de son champ d'application les officiers de réserve et les ouvriers militaires.

\+

\+ \+

L'article 5 de la loi du 18 avril 1905 déterminant l'état et la position des officiers de réserve, modifiée par la loi du 14 juillet 1951, dispose notamment :

"Les officiers de réserve sont en congé sans solde. Ils ne reçoivent un traitement que durant leur présence sous les armes et, dans ce cas, ils ont droit à toutes les allocations dues aux officiers de leur grade ... ".

.../...

La portée de cet article 5 est précisée par l'article 3 de la même loi aux termes duquel : "La réserve est la position de l'officier qui, appartenant aux cadres des forces armées, n'est appelé temporairement à l'activité que dans certaines circonstances spéciales fixées par la présente loi".

L'article 4 précise ces circonstances et cite notamment le rappel sous les armes dont la durée ne peut être supérieure à un mois par année.

Il s'ensuit que l'officier de réserve se distingue de l'officier de carrière par la position dans laquelle il se trouve et il est, partant, normal que, lorsqu'il se trouve dans la même position que l'officier de carrière, celle d'activité, il ait droit aux allocations dues aux officiers de son grade.

La loi ne faisant aucune distinction entre les allocations dues aux officiers, on n'aperçoit pas la base légale du projet lorsque, créant le pécule de vacances et le pécule familial de vacances pour les officiers de carrière, il dispose que les officiers de réserve rappelés pour effectuer des prestations normales du temps de paix ne peuvent en bénéficier (voir dans le même sens, mais à propos des allocations familiales, les avis donnés par le Conseil d'Etat en application de l'article 6 de la loi du 23 décembre 1946 au Ministre de la Défense nationale les 28 mars 1951 et 27 février 1952 sous les n^{os} 100 et 130 - voir également la loi du 26 mars 1937, créant l'obligation pour les diverses administrations de l'Etat, des provinces, des communes et des associations de communes d'accorder des facilités à leurs agents, officiers de réserve, afin de permettre à ceux-ci d'accomplir les prestations imposées par leur situation d'officier de réserve).

+

+ +

Le pécule familial de vacances est, en vertu de l'article 6 de l'arrêté royal du 20 avril 1956 que le projet rend applicable aux militaires, accordé d'après le nombre d'enfants "en raison desquels des allocations familiales ont été octroyées ... par application de l'arrêté du Régent du 16 mars 1950 ... ".

Cet arrêté du Régent du 16 mars 1950, relatif aux allocations familiales allouées au personnel rétribué par l'Etat qui, en raison de l'urgence, n'a pu être soumis par le Conseil d'Etat qu'à un examen sommaire, contient, en son article 5, une disposition qui prévoit que les officiers de réserve effectuant des prestations normales du temps de paix ne bénéficient pas des allocations familiales qu'il crée. Une telle disposition, qui manque de base légale pour les mêmes raisons que celles formulées ci-dessus à propos du pécule de vacances, doit être abrogée sous peine de rendre impossible la détermination, dans le chef de l'officier de réserve, du pécule familial de vacances auquel il peut prétendre par application de l'article 5 de la loi du 18 avril 1905.

\+

\+ \+

L'arrêté du Régent du 31 mai 1950 disposait en son article 1er, 4°, que le pécule de vacances et le complément familial à ce pécule étaient accordés :

.../...

"4° aux officiers et militaires de rang subalterne et aux ouvriers militaires de l'armée, de la force aérienne, de la force navale et de la gendarmerie...".

Le projet ne fait pas mention des ouvriers militaires.

L'ouvrier militaire ne peut être considéré comme un agent de l'administration générale du Royaume. C'est un véritable militaire puisqu'il est sous le régime de l'engagement et du rengagement en application de l'article 79 de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service (avis du Conseil d'Etat précédant l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics - Moniteur du 22 juin 1955, notamment page 4031); il en résulte que l'octroi du pécule de vacances et du pécule familial de vacances aux ouvriers militaires devrait être réglé par des dispositions indépendantes de l'arrêté du 20 avril 1956.

Le Conseil d'Etat est d'avis que ces dispositions trouvent leur place dans le projet, qu'il y aurait lieu de compléter par l'insertion à l'article 1er d'un 3° rédigé comme suit :

"3° aux ouvriers militaires de la force terrestre, de la force aérienne, de la force navale et de la gendarmerie".

\+

\+ \+

.../...

Devant s'appliquer aux ouvriers militaires, le projet devrait toutefois, en application des articles 1er, 6°, et 6 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics, être soumis au comité de consultation syndicale compétent.

\+

\+ \+

En disposant enfin, qu'un pécule de vacances et un pécule familial de vacances sont accordés aux militaires qu'il vise "aux mêmes conditions qu'aux agents de l'administration générale du Royaume", le projet se borne à rendre applicable à ces militaires l'arrêté royal du 20 avril 1956.

Les notions de "disponibilité par défaut d'emploi ou par retrait d'emploi dans l'intérêt du service ou pour cause de maladie ou d'infirmité", dont il est question aux articles 2 et 4 de l'arrêté royal du 20 avril 1956, sont des notions propres au statut des agents de l'Etat qui ne correspondent pas exactement aux situations dans lesquelles les militaires peuvent se trouver hors d'activité tout en continuant à bénéficier d'un traitement. Le Conseil d'Etat est d'avis que l'article 1er du projet devrait être précisé afin qu'aucun doute n'existe à ce sujet.

. .

Het ontwerp strekt er toe, een nieuwe regeling in de plaats te stellen van het bij koninklijk besluit van 20 april 1956 opgeheven koninklijk besluit van 31 mei 1950 houdende toekenning van een verlofgeld en van een gezinstoeslag bij dit verlofgeld aan het door de Staat bezoldigd personeel ; het kent vacantiegeld en gezinsvacantiegeld toe aan :

1° het weddetrekkend personeel der krijgsmacht en der rijkswacht, met uitzondering van de reserveofficieren die wederopgeroepen worden om normale prestaties van vredestijd te vervullen ;

2° de soldijtrekkende beroepsmilitairen van de krijgsmacht.

Bij het ontwerp zijn opmerkingen te maken inzover de reserveofficieren en de militaire werklieden buiten het toepassingsgebied er van blijven.

\+

\+ \+

Artikel 5 van de wet van 18 april 1905 bepalende de stand en de rechtstoestand der reserveofficieren, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1951, zegt onder meer :

"De reserveofficieren zijn met verlof zonder soldij. Zij ontvangen slechts een jaarwedde gedurende hun aanwezigheid onder de wapens en, in dit geval, hebben zij recht op al de aandelen verschuldigd aan de officieren van hun graad ...".

.../...

De strekking van dit artikel 5 wordt verduidelijkt door artikel 3 van dezelfde wet, dat zegt : "De reserve is de stand van de officier, die, tot het kader van het leger toebehorende, slechts tijdelijk tot de werkelijke dienst opgeroepen wordt in zekere bijzondere omstandigheden vastgesteld door de tegenwoordige wet".

Artikel 4 noemt deze omstandigheden, onder meer de wederoproeping onder de wapens gedurende een periode van ten hoogste een maand per jaar.

Hieruit volgt dat de reserveofficier zich van de beroepsofficier onderscheidt door de toestand waarin hij verkeert, en het ligt dus in de rede dat hij, wanneer hij zich in dezelfde toestand bevindt als de beroepsofficier, namelijk in de stand van werkelijke dienst, recht heeft op de aan de officieren van zijn graad verschuldigde uitkeringen.

Daar de wet geen onderscheid maakt tussen de aan officieren verschuldigde uitkeringen, is het niet duidelijk welke de rechtsgrond van het ontwerp is wanneer het vacantiegeld en gezinsvacantiegeld voor beroepsofficieren invoert met uitsluiting van reserveofficieren, die wederopgeroepen zijn om normale prestaties van vredestijd te vervullen (zie in dezelfde zin, maar in verband met de kinderbijslag, de adviezen door de Raad van State ter uitvoering van artikel 6 van de wet van 23 december 1946 gegeven aan de Minister van Landsverdediging, op 28 maart 1951 en 27 februari 1952, onder de nummers 100 en 130; zie ook de wet van 26 maart 1937, waarbij

.../...

de onderscheidene besturen van de Staat, van de provinciën, gemeenten en verenigingen van gemeenten verplicht worden aan hun beambten, reserveofficieren, faciliteiten toe te staan om hun de gelegenheid te geven de prestaties te volbrengen welke hun, als reserveofficier, worden opgelegd).

+

+ +

Het gezinsvacantiegeld wordt krachtens artikel 6 van het koninklijk besluit van 20 april 1956, dat het ontwerp op de militairen toepasselijk verklaart, verleend volgens het aantal kinderen "voor wie op grond van het besluit van de Regent van 16 maart 1950 ... kinderbijslag is toegekend ...".

Dit besluit van de Regent van 16 maart 1950 betreffende de kinderbijslagen toegekend aan het door de Staat bezoldigd personeel, dat de Raad van State wegens de spoedprocedure niet dan vluchtig heeft kunnen onderzoeken, stelt in artikel 5, dat reserveofficieren die normale prestaties in vredestijd verrichten, niet voor die kinderbijslag in aanmerking komen. Deze bepaling, die om de redenen als uiteengezet in verband met het vacantiegeld rechtsgrond mist, moet opgeheven worden, zoniet wordt het onmogelijk het gezinsvacantiegeld waarop de reserveofficier krachtens artikel 5 van de wet van 18 april 1905 aanspraak kan maken, vast te stellen.

+

+ +

.../...

Het besluit van de Regent van 31 mei 1950 bepaalde in artikel 1, 4°, dat verlofgeld en gezinstoeslag bij dit verlofgeld worden toegekend :

"4° aan de officieren en beroepsmilitairen van lagere rang en aan de militaire werklieden van het leger, de luchtmacht, de zeemacht en de rijkswacht. ...".

Het ontwerp maakt geen melding van de militaire werklieden.

De militaire werkman kan niet als lid van het personeel van 's lands algemeen bestuur worden aangemerkt. Hij is een echte militair, aangezien het stelsel van de dienstneming en de wederdienstneming krachtens artikel 79 van de dienstplichtwet van 15 juni 1951 op hem van toepassing is.(advies van de Raad van State bij het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten - Staatsblad van 22 juni 1955, voornamelijk blz. 4031). De toekenning van vacantiegeld en gezinsvacantiegeld aan de militaire werklieden moet dus geregeld worden door bepalingen die los staan van het besluit van 20 april 1956.

De Raad van State adviseert, deze bepalingen op te nemen in het ontwerp, waarvan artikel 1 zou kunnen worden aangevuld met een 3°, als volgt :

.../...

"3° aan de militaire werklieden van landmacht, luchtmacht, zeemacht en rijkswacht".

\+

\+ +

Daar het ontwerp op de militaire werklieden toepassing zou moeten vinden, behoort het ter uitvoering van de artikelen 1, 6°, en 6 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten, aan de bevoegde syndicale raad van advies te worden voorgelegd.

\+

\+ +

Wanneer het ontwerp ten slotte bepaalt, dat vacantiegeld en gezinsvacantiegeld aan de aldaar genoemde militairen toegekend worden "onder dezelfde voorwaarden als aan het personeel van 's lands algemeen bestuur", beperkt het zich ertoe, het koninklijk besluit van 20 april 1956 op deze militairen toepasselijk te verklaren.

De begrippen "disponibiliteit wegens ontstentenis van betrekking of ambtsontheffing in het belang van de dienst of uit hoofde van ziekte of gebrekkigheid", waarvan sprake is in de artikelen 2 en 4 van het koninklijk besluit van 20 april 1956, zijn eigen aan het statuut van het rijkspersoneel en stemmen niet geheel overeen met de toestanden waarin militairen buiten werkelijke dienst maar met behoud van een wedde zich kunnen bevinden. De Raad van State adviseert, artikel 1 van het ontwerp te verduidelijken zodat dienaangaande geen twijfel mogelijk zou zijn.

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président
de Heren : raadsheer van State, voorzitter

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation,
J. LIMPENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

J. COOLEN, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE. Le rapport a été présenté par M. F. REMION, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. COOLEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H. F.REMION, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.